

# LA FABRICATION DU CONSENTEMENT POPULAIRE DANS LES “DESERTS DE L’ACTION PUBLIQUE” (DAP). LE CAS DU 2EME SIEGE DU DEPARTEMENT DE LA LOLO-BOUENGUIDI (GABON)

**Silvère NGOUANDA MICKELLEY**

*Département de sociologie Université Omar Bongo (Gabon)*

*smyckel@yahoo.fr*

## Résumé

*Cet article analyse la production du consentement populaire dans les territoires socio-économiquement défavorisés du Gabon, que l'on qualifie de « déserts de l'action publique », une expression que nous avons développée. Bien que le Gabon figure parmi les pays les plus riches d'Afrique subsaharienne en termes de PIB par habitant, de nombreuses régions continuent de faire face à d'importants défis en matière de développement, notamment un accès restreint aux services publics de base. Paradoxalement, certaines de ces zones, malgré leur situation défavorable, manifestaient une forte adhésion à l'ancienne majorité politique au pouvoir. Ce phénomène soulève des interrogations sur les mécanismes sous-jacents de production du consentement, particulièrement en l'absence de défiance manifeste envers le gouvernement. L'analyse, qui repose sur une approche qualitative, met en évidence que l'adhésion populaire résultait d'un travail stratégique des élites au pouvoir, combinant redistribution clientéliste et activation de liens émotionnels et symboliques, permettant ainsi de maintenir un consensus dans des contextes de développement insuffisant.*

**Mots-clés** : *Consentement populaire, Désert de l'action publique, Clientélisme, Redistribution, Lien émotionnel*

## Abstract

*This article analyzes the production of popular consent in socio-economically disadvantaged territories in Gabon, referred to as "deserts of public action," an expression we have developed. Although Gabon is among the wealthiest countries in Sub-Saharan Africa in terms of GDP per capita, many regions continue to face significant development challenges, particularly with limited access to basic public services. Paradoxically, some of these areas, despite their unfavorable conditions, show strong support for the political majority in power. This phenomenon raises questions about the underlying mechanisms of consent production, particularly in the absence of overt political defiance against the government. The analysis, which relies on a qualitative approach, reveals that popular support results from a strategic effort by the ruling elites, combining clientelist redistribution with the activation of emotional and symbolic ties, thus maintaining consensus in contexts of insufficient development.*

**Keywords** : *Popular consent, Public action desert, Clientelism, Redistribution, Emotional connection*

## Introduction

Le Gabon, grâce à son potentiel en ressources naturelles, fait partie des pays à revenus intermédiaires de tranche supérieure. Pourtant, cette classification masque de profondes disparités de développement, notamment dans les territoires de l'arrière-pays. En 2014, un rapport de McKinsey soulignait le retard de nombreux départements, un phénomène particulièrement marqué dans le département de la Lolo-Bouenguidi, notamment au deuxième siège (Cantons Bouenguidi-Moualo/ Moualo Onoye) et dans le district de Popa.

Le développement constitue un défi majeur pour l'État gabonais. Tinasti (2014 :72) note que « les revenus générés par le pétrole ne se traduisent pas par une élévation du niveau de vie sensible de la population, qui reste pauvre dans son immense majorité ». Cette pauvreté affecte non seulement les individus, mais également les territoires. Le Gabon est un cas particulier parmi les États africains « incapables de promouvoir l'équité sociale et territoriale » (Mboumba, 2007 :131). Dans ce contexte, nous définissons les “déserts de l'action publique” comme des zones géographiques où l'intervention de l'État ou du gouvernement est quasi inexistante ou fortement limitée. Cette situation entraîne une carence dans la fourniture de services publics — infrastructures, éducation, santé et sécurité — créant des défis en matière de gouvernance et de justice sociale. Cependant, un paradoxe se dégage : malgré ces lacunes et les plaintes récurrentes des populations locales, certains de ces territoires marginalisés demeurent des bastions solides de l'ancien parti au pouvoir (déchu lors du coup d'état d'août 2023). Comment expliquer ce consentement persistant dans des contextes où l'action publique est largement absente ? En d'autres termes, comment le consentement s'établit-il et se maintient-il ?

Cet article explore les mécanismes de construction du consentement populaire en situation de précarité institutionnelle. Nous posons l'hypothèse que ce consentement résulte de stratégies des élites au pouvoir combinant redistribution matérielle et domination symbolique, s'appuyant à la fois sur les ressources économiques et l'émotion collective. En mobilisant la sociologie de l'hégémonie (Gramsci, 2022) et des logiques de clientélisme (Médard, 1976) et de domination

symbolique (Bourdieu, 1998), nous montrons comment les élites façonnent l'adhésion populaire dans ces territoires. Les productions culturelles, souvent mises en scène à travers des groupes d'animation ou des chants à la gloire des dirigeants, constituent des opérations de "production charmante" qui transforment le leader en bienfaiteur vénéré et porteur de progrès. Cette analyse vise à éclairer la dynamique complexe de légitimation du pouvoir dans les zones marginalisées.

## 1. Méthodologie

Cette étude adopte une approche méthodologique mixte, combinant observation in situ, entretiens semi-directifs et analyse documentaire. Cette combinaison permet de saisir à la fois les perceptions, les pratiques et les contextes qui structurent la construction du consentement populaire. L'observation in situ a été réalisée de manière récurrente sur plusieurs périodes, principalement lors des vacances académiques et des campagnes électorales, entre 2018 et 2023. Ces périodes stratégiques ont offert une opportunité d'observer les dynamiques sociales et politiques. Elle a donc été une méthode immersive ayant permis de recueillir des données qualitatives sur la vie quotidienne des habitants, les interactions sociales et la perception de l'Etat. Les observations ont porté sur des éléments tels que les infrastructures publiques, les dynamiques communautaires et les manifestations symboliques de l'influence des élites locales. Cette immersion a également révélé des plaintes récurrentes sur l'insuffisance des services publics (routes, écoles, hôpitaux).

Les entretiens semi-structurés, guidés par un canevas thématique, ont permis de recueillir des récits détaillés tout en laissant aux participants la liberté d'exprimer leurs perceptions. Un total de 35 entretiens semi-directifs a été réalisé auprès de deux groupes principaux : 7 agents publics (enseignants, agents administratifs et élus locaux, personnels de santé) et 28 habitants, sélectionnés selon un échantillonnage, avec des critères de diversité (âge, genre, ancrage territorial, responsabilité dans les animations culturelles et politiques). Chaque entretien a suivi un guide thématique structuré autour de quatre axes : perception de la présence ou de l'absence de l'Etat, relations avec les leaders politiques locaux, attentes en matière de services publics, et rôle des dons et événements symboliques dans la construction du consentement.

L'analyse documentaire quant à elle a mobilisé des sources issues de la presse écrite, orale et numérique, ainsi que des rapports institutionnels et des documents administratifs (lois des finances, compte-rendus de conseils des ministres, discours de politique générale des Premiers ministres notamment). Ces documents ont été sélectionnés selon des critères de pertinence et de fiabilité pour assurer une représentation équilibrée des opinions et événements rapportés. En mobilisant une diversité de sources médiatiques, cette approche enrichit l'analyse par des récits contextualisés.

La combinaison de ces méthodes repose sur une triangulation des données permettant de croiser les perspectives des différentes sources. Cette triangulation aide également à identifier les thèmes récurrents dans les discours recueillis, tels que les infrastructures routières, la santé, l'éducation, et l'emploi, qui apparaissent comme des priorités pour les populations interrogées. L'étude met en évidence que le consentement populaire est soigneusement construit par les élites politico-administratives, qui déploient des stratégies adaptées pour toucher toutes les couches de la société. Ces stratégies, qui incluent la promesse de projets de développement et la distribution de ressources ciblées, varient selon les besoins et attentes des groupes sociaux et géographiques. Pour analyser les données issues des entretiens et des observations, une analyse thématique a été appliquée. Ce processus analytique renforce la profondeur de l'étude en permettant une structuration claire des perceptions et attentes exprimées. Cette méthodologie diversifiée et structurée offre une compréhension approfondie de la dynamique d'adhésion populaire et du maintien d'un consensus, malgré des déficiences visibles.

## **2. Résultats**

### ***2.1. Le 2<sup>e</sup> siège de la Lolo-Bouenguidi : un territoire socio-économiquement disqualifié***

#### ***2.1.1. Éléments de caractérisation***

Le 2<sup>e</sup> siège de la Lolo-Bouenguidi, situé dans la province de l'Ogooué-Lolo (Sud-est du Gabon), est une illustration frappante du désert de l'action publique au Gabon. L'action publique se fonde sur des référentiels (Muller, 1987) qui peuvent conduire à l'exclusion de certains territoires considérés comme non prioritaires. La marginalisation de cette

contrée constitue un des angles morts de l'action des pouvoirs publics dans cette partie du pays. Elle ne saurait figurer de ce fait parmi « les territoires de l'action publique locale » (Offner, 2006).

Parmi les préoccupations majeures de cette région, le réseau routier constitue un enjeu crucial. La zone ne dispose que d'un linéaire routier unique, non revêtu, et régulièrement dégradé par des pluies fréquentes, ce qui rend la circulation de plus en plus difficile. La localité de Malanga Onoye, l'une des trois composantes géographiques du siège, est isolée depuis près de deux décennies. Dans cette zone, la route s'est transformée en piste et les habitations ont disparu. La désertion des populations confine cette localité à une existence purement administrative, pour ne pas dire "simplement sur papier". En matière d'éducation, la situation sur l'ensemble du siège est tout aussi problématique. La majorité des écoles sont vétustes, sous-équipées, et souvent fermées faute d'enseignants. Cela compromet la continuité pédagogique et aggrave le décrochage scolaire. De même, les infrastructures sanitaires sont quasi inexistantes. Les dispensaires, largement non opérationnels, manquent d'équipements médicaux, de personnel soignant et de médicaments. Par conséquent, les populations malades se voient contraintes de se rendre à Koula-Moutou, capitale provinciale, pour accéder à des soins de santé. Ces carences ont entraîné un exode rural massif, provoquant un dépeuplement significatif de la région. Popa, unique district, souffre d'une représentation étatique limitée voire en désertion : la sous-préfecture, la gendarmerie, et le centre de santé n'ont plus de fonctionnalité locale. Le personnel de la sous-préfecture et celui de la gendarmerie travaille désormais à Koula-Moutou depuis de nombreuses années.

### ***2.1.2. Les fondements des carences observées***

L'inefficacité de la planification et des investissements étatiques constitue le fondement des problèmes structurels. Depuis plusieurs années, l'État gabonais n'a pas réussi à développer un schéma national de coordination pour ses politiques publiques locales. L'absence d'un ministère du Plan sous les deux mandats d'Ali Bongo a exacerbé cette incapacité. Bien que des initiatives telles que le Plan Stratégique Gabon Émergent (PSGE) aient été proposées, elles se sont révélées trop ambitieuses et sous-financées pour être mises en œuvre.

Les pratiques néo-patrimoniales, centrées sur l'enrichissement personnel des élites, privent l'État des moyens nécessaires pour financer des projets de développement durable. Ce sous-développement, caractérisé par l'absence de services publics essentiels, est renforcé par des choix politiques inefficaces et une gouvernance centralisée.

Comme le souligne Meteghe N'nah: « l'insouciance dans la gestion des fonds publics était devenue une véritable gangrène qui rongait le pays. » (2006 : 17)

En conséquence, malgré ses ressources naturelles considérables, le Gabon peine à mettre en œuvre des politiques publiques capables de sortir certaines zones de la crise. L'élite au pouvoir semble plus préoccupée par la préservation des ressources à son profit personnel, privant ainsi l'Etat des moyens de son développement. On constate ainsi que le « sous-développement du Gabon peut s'expliquer par la mal gouvernance qui y sévit » (Otando, 2011 : 129).

L'affirmation suivante renforce ce point de vue :

« L'État rentier a fonctionné durant des années sur la prédation des ressources au profit de sa classe dirigeante, munificente et dispenseuse, et autour duquel s'est développé un capitalisme parasitaire qui n'a guère permis d'améliorer les conditions de vie des populations.» (Atenga, 2003 : 122)

En outre, la centralisation excessive limite l'autonomie des collectivités locales, entravant les initiatives de développement territorial. Surtout que pour certains analystes, la décentralisation gabonaise est une : « réforme inachevée » (Garandeau, 2010).

Bien que la loi sur la décentralisation ait été adoptée en 1996, elle n'a pas permis une redistribution effective des compétences et des ressources vers les échelons locaux. Cela affaiblit les administrations locales, les rendant incapables de répondre aux besoins fondamentaux des populations. Les défis de développement dans cette région sont également aggravés par l'absence de mobilisation et de plaidoyer efficace des responsables locaux.

L'un des problèmes majeurs, c'est que les budgets alloués sont bien souvent insuffisants, voire dérisoires par rapport aux besoins réels [...] Certains responsables politiques de la région

n'ont pas fait le nécessaire pour plaider efficacement en faveur de notre contrée. Il y a un manque de mobilisation, une absence de stratégie collective pour faire pression sur le gouvernement.

**(Extrait d'entretien avec un ancien vice-président du conseil départemental)**

Ce témoignage met en évidence un cercle vicieux, où l'absence de plaidoyer alimente le désintérêt des décideurs centraux, renforçant ainsi la marginalisation de la région.

## ***2.2. Les acteurs clés de la production du consentement***

### ***2.2.1. Les élites politico-administratives de l'ancien parti au pouvoir***

Les élites politico-administratives de l'ancien parti au pouvoir occupaient une place centrale dans la fabrication du consentement populaire. Leur rôle ne se limitait pas à l'exécution des directives venant du centre ; ces élites s'inscrivaient dans une dynamique active de médiation, de contrôle et de mobilisation en faveur du régime. Ainsi, « le Gabon frappe par son histoire politique singulière marquée par la centralité du président Omar Bongo Ondimba. Ce dernier définit les règles du jeu politique, norme la société et permet les promotions individuelles » (Augé, 2007 : 251). Cette observation met en lumière l'ancrage historique et structurel des élites dans la consolidation du pouvoir.

Le rôle des élites repose sur une double légitimité : d'une part, celle de traduire les attentes des citoyens, et d'autre part, celle de relayer les orientations du régime. En cultivant une proximité apparente avec les communautés locales, elles se positionnent comme des « protecteurs » capables de répondre aux besoins de ces dernières, tout en consolidant l'influence du pouvoir central. Cette proximité n'est pas un simple geste symbolique, mais un élément stratégique : elle permet aux élites de devenir de courroie de transmission d'un discours façonné pour maintenir l'adhésion au régime. Cette dynamique est renforcée par la capacité des élites à mobiliser des références identitaires ou culturelles locales, inscrivant ainsi leurs actions dans une logique de représentation politique qui leur confère une légitimité supplémentaire. En parallèle, elles neutralisent les contestations potentielles en contrôlant les ressources économiques et sociales. En effet, « le politique devient ainsi la voie d'accès privilégiée à l'enrichissement, tant et si bien que

systématiquement l'économique renforce le pouvoir » (Elias, 1985 : 43). Cette interconnexion entre pouvoir économique et politique est un levier essentiel pour asseoir leur autorité. La sélection des élites se fait également selon la visibilité institutionnelle des différentes régions, l'ethnicité étant utilisée comme un levier stratégique pour garantir la stabilité politique. Ce phénomène est désigné localement sous le terme de « géopolitique ». La « géopolitique dans le contexte gabonais désigne le partage de l'espace politico-administratif en fonction de l'appartenance tribalo-régionale » (Matsiegui, 2011 :59). Cette logique permet aux élites de renforcer leur position tout en s'assurant du soutien des différentes populations, en particulier celles issues des régions périphériques.

Dans ce cadre, les nominations et promotions des natifs des zones marginalisées sont perçues comme des signes de bienveillance de la part du régime. Ces individus deviennent les défenseurs des intérêts locaux et, par conséquent, des relais essentiels dans l'ancrage de l'autorité du pouvoir central. Les élites s'assurent ainsi que leurs régions restent sous l'influence présidentielle, empêchant toute émergence de contre-pouvoirs susceptibles de perturber l'ordre établi.

En outre, en positionnant l'accès aux services publics, aux opportunités économiques et aux avantages sociaux comme des privilèges conditionnés par la loyauté politique, ces élites instaurent une relation asymétrique avec les citoyens. Cette asymétrie renforce leur contrôle sur les populations, créant une dépendance directe qui consolide leur position d'autorité locale. Par ailleurs, leurs dépenses de prestige, observées comme « un instrument indispensable d'auto-affirmation sociale » (Elias, 1985 :43), participent pleinement à cette dynamique.

### ***2.2.2 Les relais locaux***

Pour accomplir leurs objectifs, les tenants du pouvoir s'appuient sur un réseau structuré de relais locaux. Ces derniers, en tant que courtiers politiques, servent d'intermédiaires entre les populations et les autorités centrales. Leur fonction est cruciale : ils facilitent le contrôle des masses et légitiment les orientations stratégiques du régime auprès des communautés locales. En échange de leurs services, ils reçoivent souvent des ressources ou des privilèges, consolidant ainsi leur position dans le système clientéliste. Cette dynamique repose sur une structure étatique où les élites exploitent leur proximité avec le chef de l'État pour



maintenir leur influence et gérer leurs clientèles. Les relais locaux incluent entre autres des figures respectées telles que les auxiliaires de commandement ou les chefs traditionnels, qui jouent un rôle clé dans cette stratégie. Par leur statut et leur crédibilité, ces acteurs renforcent l'assise politique des élites en cultivant des liens de dépendance et en assurant la transmission des directives du pouvoir central. Les structures locales de l'ancien parti majoritaire, notamment les fédérations, comités et sections, participaient également à cette stratégie en diffusant les messages du pouvoir et en maintenant une certaine effervescence politique. Cette mobilisation combine démarches matérielles et symboliques, visant à ancrer la bienveillance du régime dans l'imaginaire collectif des populations locales.

Les relais locaux sont donc essentiels. Ils servent de points de contact entre le pouvoir et les citoyens, contribuant à produire et à maintenir l'adhésion au régime. Par leur action, ils participent à la constitution d'un maillage territorial perçu comme une forme de proximité, mais qui vise également à préserver l'ordre social et politique. Cette gestion territoriale, décentralisée mais étroitement contrôlée, permet au pouvoir de dépasser la simple acceptation passive des populations. Elle génère une forme de participation active dans un système de gouvernance profondément marqué par le clientélisme.

### ***2.3. À la « conquête du peuple » : mise en œuvre des mécanismes clientélistes et techniques d'éveil émotionnel et symbolique***

#### ***2.3.1. Dons politiques et missions de l'État : une logique de substitution***

Le Gabon illustre parfaitement le fonctionnement d'un système politique fortement marqué par le clientélisme. Il « s'agit d'un système autocratique peu institutionnalisé et qui s'est forgé grâce au clientélisme et au patronage » (Moundounga Mouity, 2009 :110).

Ce phénomène se manifeste par la prolifération des dons politiques, véritable pierre angulaire de la vie sociopolitique. « Très souvent, on assiste à une vague cérémonielle de remises de dons de la part d'hommes politiques, d'aspirants plus ou moins déclarés à la carrière politique ou d'associations servant de paravents à des entreprises politiques » (Rossatanga, 2006 :29). Sous le régime d'Omar Bongo, cette pratique

s'est institutionnalisée, transformant la générosité en un attribut clé de la classe dirigeante.

Le responsable politique est décrit comme « un personnage qui jouit d'un statut supérieur, prend avantage de son autorité et des ressources dont il dispose pour protéger et dispenser des bénéfices à un inférieur, qui lui retourne ses faveurs sous forme de soutien » (Caciagli, 2001 :569). En l'absence de véritables projets de redistribution structurante, ces dons ont permis de maintenir une adhésion populaire en consolidant des réseaux de fidélité. Ce système est décrit par Boltanski comme une logique de réciprocité où le « lien de clientèle s'appuie sur la recherche d'un intérêt matériel [...], le patron apportant protection et assistance, le client honneur, obéissance et service politique » (Boltanski, 2007 :117).

Les dons prennent des formes variées : matériel scolaire, financements pour études ou aides ponctuelles Amplifiés par la couverture médiatique, ces actes deviennent des outils de charme politique. Sous les régimes Bongo (Omar et Ali), la télévision publique, relayait régulièrement ces initiatives, donnant l'illusion d'une action gouvernementale omniprésente tout en masquant les carences structurelles. Cette dynamique clientéliste repose également sur une stratégie de substitution, où les élites endossent des fonctions normalement dévolues à l'État : construction d'infrastructures, gestion des salaires des enseignants ou financement de projets sociaux.

Ce phénomène, constitue une véritable personification de l'Etat. Par ces actions, elles tentent de combler les lacunes de l'État, même si ces initiatives sont souvent inefficaces ou mal coordonnées. Un notable de Popa illustre cette réalité en soulignant que :

"La route en 2018 a été faite par le Ministre Moubelet. Elle était restée coupée depuis plusieurs années. Sans le ministre, y aurait rien jusqu'à maintenant. D'ailleurs, constatant que l'Etat n'affecte plus des enseignants à l'école de Popa, c'est lui-même qui paie le maitre qu'il a recruté. Il ne faut donc pas être de mauvaise foi. Il fait ce qu'il peut quand l'Etat n'est plus là. ".

**(Extrait d'entretien avec JPL Notable du district de Popa).**

Cette déclaration du notable illustre concrètement la dynamique de

substitution, où des élites politiques prennent en charge des besoins locaux, soulignant leur rôle substitutif. Cela alimente également la perception d'une dépendance des populations envers les élites plutôt qu'envers l'État. Ces pratiques, bien qu'imparfaites, visent à apaiser les frustrations populaires tout en renforçant l'image d'une gouvernance active. Elles s'inscrivent dans une relation inégale où « le don grandit le donateur et abaisse le donataire » (Mauss, 2007 : 23). La dépendance des citoyens envers ces figures locales crée un sentiment d'obligation dissimulant une domination sociale et politique.

Ainsi, dans ses relations avec la population, le responsable politique cité par le notable, s'est souvent montré disponible, soutenant des initiatives locales et apportant quelques aides concrètes. Il a, par exemple, à Libreville soutenu l'association des étudiants originaires de son siège et ne manquait pas d'assister financièrement les familles touchées par un deuil. En tant que ministre, il a également facilité l'insertion de quelques jeunes de sa région dans la fonction publique, et nommés certains dans son cabinet. Par ailleurs, lors de ses séjours en province, il est fréquemment sollicité pour des besoins divers. Dans ce contexte, il joue parfois un rôle similaire à celui d'une caisse de sécurité sociale. Le système clientéliste, profondément ancré dans la culture politique gabonaise, confère aux leaders régionaux un statut de « protecteurs » ou « hommes-greniers ». Ainsi, « le partage est inhérent à la société africaine, à tous les échelons. Pas seulement les chefs d'État, mais aussi les ministres, les hauts fonctionnaires, ainsi que tous ceux qui détiennent une parcelle d'argent ou de pouvoir » (Bongo, 2003 : 290).

Les membres du parti démocratique gabonais (PDG), trouvaient dans l'adhésion au système une source de dividendes, car il était « l'employeur qui pourvoit les emplois publics en même temps qu'il constitue l'organisation indiquée pour recruter » ( Moundounga Mouity, 2009 : 209).

### ***2.3.2. La valorisation des activités récréatives et culturelles***

Les activités récréatives et culturelles, telles que les compétitions sportives, les groupes de danse socio-culturels ou les rites ancestraux, jouent un rôle central dans la mobilisation des populations. En valorisant le patrimoine identitaire et mémoriel local, ces activités participent à la

construction d'une cohésion politique et sociale. En parallèle, ces événements créent des liens émotionnels avec les populations, notamment par le biais du sponsoring ou à l'organisation de cérémonies religieuses et culturelles. Ces initiatives renforcent la fidélité des soutiens tout en légitimant l'action politique. En s'impliquant dans la promotion des rites ancestraux, les élites politiques instaurent un espace symbolique où la politique et la culture s'entrelacent. Ce recours aux codes culturels forts, tels que le respect des coutumes locales, permet de consolider les bases partisanses.

Un exemple marquant est celui de l'ancien député Pacôme Moubélet, qui a mis en avant les rites ancestraux comme le **Mwiri**, « une société initiatique masculine très répandue dans les groupes du sud Gabon » (Bonhomme, 2005 : 161) et le **Nzèghô** (rite de la panthère, élitiste et très prestigieux) pour renforcer son ancrage local. Cette stratégie, loin de se limiter à un simple électoralisme, a permis de revitaliser les liens communautaires et de renforcer son image en tant que défenseur des traditions. Les élites exploitent habilement les liens ethniques et claniques pour fragmenter les oppositions et renforcer leur réseau de soutiens. En nourrissant un sentiment d'appartenance et de fierté, la préservation des traditions devient un levier politique. Un jeune habitant du siège, illustre cette dynamique dans les propos suivants :

“ En 2022, le ministre Moubélet a organisé la “coupe Jean Massima”. Une belle initiative qui a réuni et fait vibrer la jeunesse du canton. Au-delà, on avait vu les chefs, les notables impliqués pour défendre la fierté de leur village. Les tournois de football et les cérémonies culturelles, comme le Mwiri, jouent un rôle important ici. Ils nous rassemblent et nous permettent de retrouver un peu de joie, même quand la vie est difficile. Cela nous rappelle nos traditions et nous fait sentir fiers de notre culture. ” (Extrait d'entretien avec Loïc Jeune de 30 ans)

Cet extrait révèle la double fonction des événements récréatifs et culturels : ils consolident le lien social et renforcent la cohésion communautaire, tout en servant d'outils politiques pour légitimer les gouvernants. Ainsi, une forme de “créance récréative” s'installe : en l'absence de services publics efficaces, ce soutien récréatif et culturel

devient un substitut aux défaillances de l'État. Les bénéficiaires, reconnaissants, développent une acceptation tacite du pouvoir dominant. Toute critique ou opposition devient mal perçue, et le soutien politique s'apparente à une protection contre les aléas du quotidien. Toute forme de contestation est mal perçue, et le soutien politique représente une protection contre les aléas du quotidien. Les dimensions récréatives et émotionnelles de cette mobilisation s'accompagnent d'une manipulation des sentiments tels que la peur, l'espoir et la gratitude. La peur est particulièrement exploitée en agitant la menace de sanctions en cas de désobéissance ou de non-adhésion. L'idée qu'un refus serait perçu comme un affront au chef de l'Etat installe un climat d'intimidation, où le risque de représailles incalculables dissuade toute opposition. En revanche, l'espoir est cultivé par la valorisation des cadres locaux, perçue comme des relais de la confiance accordée par le chef de l'Etat à l'ensemble de la collectivité. La gratitude renforce l'idée que l'adhésion politique peut ouvrir la voie à des bénéfices communautaires concrets. Globalement, on remarque que par le biais de la domination symbolique, l'Etat maintient une certaine légitimité dans la région étudiée malgré son absence matérielle.

### **3. Discussion**

Cette analyse permet de revisiter les débats classiques concernant le rôle des élites dirigeantes dans la construction et la conservation du pouvoir, en les croisant avec les théories de la sociologie de l'action publique, un domaine en plein développement, qui propose une réflexion stimulante sur les « enjeux de la sociologie de l'Etat dans son rapport à l'étude des politiques publiques » (Darbon, 2018 :11). Dans un environnement politique devenu plus compétitif, la propagande est réinventée pour façonner les perceptions et les attitudes des citoyens. Les élites politico-administratives jouent habilement sur la persuasion dans un espace où les apparences démocratiques cachent souvent des pratiques autoritaires. Comme le souligne D. Bach (2013 :156), « l'incapacité à produire des politiques publiques, l'absence de développement d'un capitalisme indigène, et des élites d'abord soucieuses de rester au pouvoir et de conserver un contrôle des ressources publiques caractérisent un (anti-)modèle que l'on juge applicable à « presque tous » les États africains ».

Cette observation met en évidence les carences structurelles des régimes, mais aussi leur capacité à manipuler les perceptions pour légitimer leur maintien au pouvoir.

Façonner les consciences et les représentations des citoyens assure non seulement la survie immédiate des élites, mais aussi leur pérennité politique, indépendamment du régime en place. L'étude des mécanismes de persuasion révèle que les actions des élites sont souvent conçues pour répondre à des attentes sociales à court terme, sans offrir de solutions structurelles pour un développement durable.

Dans la dynamique de persuasion, les stratégies visent non seulement les segments les plus vulnérables de la population, comme les personnes à faibles capitaux, mais également des groupes plus résistants, tels que les étudiants. Considérés comme des "rebelles" potentiels, ils restent cependant influençables. Cette étude interroge ainsi les représentations de l'État, de ses missions et des responsabilités floues entre les institutions et les individus, une confusion savamment entretenue par les élites politico-administratives pour faciliter la gestion de la société et l'extension de leur pouvoir. L'absence d'acteurs porteurs d'un éveil citoyen, comme les mouvements d'opposition ou les regroupements d'acteurs de la société civile, constitue un facteur clé dans la perpétuation de cet ordre. Pourtant, « tout problème est susceptible d'être inscrit sur l'agenda politique à condition que des individus se mobilisent et s'organisent pour publiciser le problème » (Hassenteufel, 2011 :64). Cette remarque souligne l'importance de l'organisation et de la mobilisation pour perturber ce processus en mettant « en avant le rôle des mouvements sociaux, des médias » (Lavigne Delville, 2016 : 49) par exemple. L'absence de véritable contestation, fait en sorte que le consentement des classes défavorisées contribue à maintenir ces territoires dans un état de relégation socio-économique. Le caractère inaudible de « la voix des acteurs faibles » (Payet, 2008) est une constante.

Les plaintes et les critiques sont nombreuses, mais elles demeurent incapables de remettre en cause l'ordre établi. Paradoxalement, l'espoir d'un avenir meilleur perdure, alimenté par un mélange de critiques constructives et de résignation, ce qui maintient un équilibre fragile et précaire entre mécontentement et attente. Les élites déploient des stratégies efficaces pour étouffer les mouvements de contestation, en

cooptant certains dissidents ou en leur offrant des faveurs. Ceux qui osent défier l'ordre en place sont rapidement accusés de trahison et de déloyauté. Ceux qui persistent dans leur opposition sont souvent contraints à participer à des cérémonies de "réconciliation", au cours desquelles la redistribution d'argent et de biens garantit l'apaisement des tensions et l'absolution des critiques.

Ce phénomène génère une profonde désillusion, incarnée par des expressions du type "on va encore faire comment", qui résument le sentiment d'impuissance et de fatalisme face aux structures de pouvoir. L'absence d'une élite alternative crédible, capable de canaliser les frustrations populaires, constitue un autre obstacle à l'émergence d'un véritable contre-pouvoir.

Comme le remarque J. Rop's Okoue Edou (2005, p.125), « éloignées de la redistribution des richesses nationales, ces couches sociales se retrouvent dans l'impossibilité d'être prenantes à la citoyenneté. » (2005 :125). L'aide distribuée sous forme de faveurs ne constitue en aucun cas une réponse aux problèmes structurels, et elle engendre des effets pervers : elle consolide la dépendance tout en dissuadant la création de mécanismes d'auto-organisation et de défense des intérêts collectifs. Ainsi, cette logique de dépendance contribue à figer les inégalités et à limiter la résilience sociale. Par ailleurs, l'on observe que les lacunes de l'Etat sont loin d'être comblées par des « régulations informelles tacites ou latentes, qui sous-tendent les pratiques des acteurs » (Olivier de Sardan, 2010 :12).

## **Conclusion**

La question de l'action publique constitue un défi central dans les analyses contemporaines du développement. Les approches critiques, souvent assimilées à une forme de militantisme voilé, s'opposent aux éloges excessifs des propagandistes du régime. Le consentement populaire apparaît comme un processus complexe, nourri par des actions à la fois matérielles et symboliques. D'une part, il repose sur une logique de compensation, illustrée par des initiatives concrètes relevant des compétences de l'État. D'autre part, il s'appuie sur des éléments immatériels tels que l'exaltation des identités tribales, claniques et culturelles, qui renforcent l'adhésion même face à des inégalités

persistantes. Malgré les discours officiels prônant un développement équitable des territoires, des disparités profondes subsistent. Dans ce contexte de précarité et d'incertitude, le régime déchu parvenait néanmoins à maintenir une forme d'adhésion, grâce à l'ingéniosité des élites politico-sociales. Celles-ci ne se limitent pas à neutraliser les protestations : elles façonnent un sentiment de résignation qui étouffe l'indignation et favorise un accommodement collectif. L'assistance personnalisée et l'appropriation des fonctions de l'Etat deviennent ainsi des palliatifs aux carences de l'action publique. Le processus de mythification de certaines élites instaure un respect et une déférence, qui, tout en atténuant les critiques, préservent un équilibre fragile. Dans ce cadre, les populations s'accommodent du statut quo, malgré les défaillances du système. Ce mécanisme en consolidant un ordre social inégalitaire, entretient toutefois, un espoir tenu d'amélioration, enchevêtré dans les promesses et les illusions savamment orchestrées par le pouvoir.

## Bibliographie

**Augé Axel** (2007), « Les solidarités des élites politiques au Gabon : entre logique ethno-communautaire et réseaux sociaux », *Cahiers internationaux de sociologie*, n° 123, pp. 245-268.

**Atenga Thomas** (2003), « Gabon : apprendre à vivre sans pétrole », *Politique africaine*, n° 92, pp. 117-128.

**Auracher Tim** (2001), *Le Gabon une démocratie bloquée ? Reculs et avancées d'une décennie de lutte*, Paris, L'Harmattan.

**Bach Daniel** (2013), « Régimes politiques, pratiques systémiques et dynamiques de l'émergence dans les États africains et post-soviétiques », *Revue internationale de politique comparée*, vol. 20, n° 3, pp. 153-169.

**Boltanski Ariane** (2007), « Une grammaire des comportements clientéliers : un exemple des relations patrons-clients dans la deuxième moitié du XVIe siècle », Valérie Lécivain (dir.), *Clientèle guerrière, clientèle foncière et clientèle électorale : histoire et anthropologie*, Dijon, Éditions universitaires de Dijon, pp. 115-135.

**Bonhomme Julien** (2005), *Le miroir et le crâne. Parcours initiatique du Bwete Misoko (Gabon)*, Paris, CNRS.

**Bourdieu Pierre** (1998), *La domination masculine*, Paris, Éditions du Seuil.

**Bourmaud Daniel** (1997), *La Politique en Afrique*, Paris, Montchrestien.



- Caciagli Mario et Jun'ichi Kawata** (2001), « Heurs et malheurs du clientélisme. Étude comparée de l'Italie et du Japon », *Revue française de science politique*, vol. 51, n° 4, pp. 569-586.
- Damon Julien** (2008), *L'Exclusion*, Paris, PUF.
- Darbon Dominique et Provini Olivier** (2018), « "Penser l'action publique" en contexte africain. Les enjeux d'une décentration », *Gouvernement et action publique*, vol.7, n°2, pp.9-29.
- Elias Norbert** (1985), *La Société de cour*, Paris, Flammarion.
- Garandeau Valéry** (2010), *La décentralisation au Gabon. Une réforme inachevée*, Paris, L'Harmattan.
- Gramsci Antonio** (2022), *Cahiers de prison : Anthologie*, Paris, Gallimard.
- Hassenteufel Patrick** (2011), *Sociologie de l'action publique*, Paris, Armand Colin.
- Jobert Bruno et Muller Pierre** (1987), *L'Etat en action. Politiques publiques et corporatismes*, Paris, PUF.
- Lavigne Delville Philippe** (2017), « Pour une socio-anthropologie de l'action publique dans les pays "sous régime d'aide" », *Anthropologie et développement*, n°45, pp.33-64.
- Mauss Marcel** (2007), *Essai sur le don : forme et raison de l'échange dans les sociétés archaïques*, Paris, PUF.
- Mboumba Anicet** (2007), « Gestion urbaine et équité socio-spatiale : les inégalités dans les services de base à Libreville (Gabon) », *L'Espace géographique*, pp. 131-140.
- Medard Jean-François** (1992), « Le "big man en Afrique" : esquisse d'analyse du politicien entrepreneur », *Année sociologique*, vol. 42, pp. 167-192.
- Meteghe N'nah Nicolas** (2006), *Histoire du Gabon. Des origines à l'aube du XXIe siècle*, Paris, L'Harmattan.
- Moundounga Mouity Patrice** (2009), *La Société gabonaise de cour*, Paris, L'Harmattan.
- Offner Jean-Marc** (2006), « Les territoires de l'action publique. Fausses pertinences et jeux d'écarts », *Revue française de science politique*, vol.56, n°1, pp.27- 47.
- Olivier de Sardan Jean-Pierre** (2010), « Développement, modes de gouvernance et normes pratiques (une approche socio-anthropologique) », *Revue canadienne d'étude de développement*, vol. 31, pp.5-20.

**Otando Gwenaëlle** (2011), « Institutions, gouvernance et développement économique : problèmes, réformes et orientations de l'économie gabonaise », *Marché et organisations*, n° 14, pp. 129-166.

Payet Jean-Paul et Giuliani Frédérique (2008), *La voix des acteurs faibles. De l'indignité à la reconnaissance*, Rennes, PUR

**Rop's Okoue Edou Jacques Janvier** (2005), *L'impact de la dévaluation du FCFA sur un pays en voie de développement : cas du Gabon*, Thèse de doctorat de 3e cycle en économie, Université Montesquieu-Bordeaux IV.

**Rossatanga-Rignault Guy** (2006), « Au titre des mesures individuelles... Petit catéchisme des liturgies politiques gabonaises », *Revue Rupture-Solidarité*, Paris, Karthala, pp. 11-33.

**Tinasti Khalid** (2014), *Le Gabon, entre démocratie et régime autoritaire*, Paris, L'Harmattan.